



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 05/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VEYNAT S.A.R.L.

62 Avenue de Branne
33370 Tresses

Références : 26-179

Code AIOT : 0005201365

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2026 dans l'établissement VEYNAT S.A.R.L. implanté 62 Avenue de Branne 33370 Tresses. L'inspection a été annoncée le 24/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une inspection régionale coordonnée par l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VEYNAT S.A.R.L.

- 62 Avenue de Branne 33370 Tresses
- Code AIOT : 0005201365
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VEYNAT SARL exerce une activité de transport logistique de produits agroalimentaires. A cette fin, l'entreprise dispose d'une plateforme de stationnement de ses camions et citernes située au sein d'une zone d'activités commerciales. Sur cette même plateforme, VEYNAT exerce une activité de lavage de fûts et conteneurs, ainsi que de réparation de véhicules. Une station service et un stockage de produits dangereux complètent la plateforme.

Cette plateforme est ainsi classée à autorisation au titre de la rubrique 2795 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	15 jours
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
4	Produits incompatibles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	et réservoirs associés à des rétentions		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant entrepose et manipule les produits chimiques d'un manière qui limite les risques associés. Une amélioration est toutefois possible concernant la gestion des vidanges de rétention et la formalisation d'un état des stocks avec la précaution d'alléger les documents à disposition des travailleurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Les produits chimiques utilisés sur site sont dédiés à l'activité de garage (huile, liquide refroidissement), à la distribution de carburant et à l'activité de lavage des citernes (nettoyant, désinfectant). L'exploitant a pu montré qu'il organise la documentation relative à ces produits via un outil informatique de partage de données. Le chef d'atelier interrogé lors du contrôle terrain a montré connaître l'outil et sait retrouver les FDS nécessaires à son activité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée :

<p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, les FDS d'un liquide de refroidissement (COOLELF MPG SUPRA) et d'un détergent désinfectant alcalin chloré (ARVO FORCE) ont été consultées.</p> <p>Ces produits présentent des mentions de danger et des précautions en termes de stockage ou de gestion en cas d'incendie qui sont correctement prises en compte par l'exploitant. Il n'y a, par exemple, pas de produit acide dans le process de lavage afin d'éviter le risque à la source, et des extincteurs CO2 et de l'absorbant sont bien disponibles sur site. Par ailleurs, les travailleurs en charge du lavage suivent une formation annuelle dispensée par le fournisseur de produits.</p> <p>En revanche, l'exploitant n'a pas pu montrer la FDS relative au carburant "Bioéthanol 95".</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assure d'être en possession de l'ensemble des FDS des produits utilisés sur site, notamment pour les carburants.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est

inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Les produits sont principalement stockés au sein d'un hangar pour les nettoyeurs, huiles et liquides de refroidissement, et dans le magasin le long du garage pour les petits contenants, notamment les aérosols utilisés pour la mécanique.</p> <p>Les rayonnages du hangar sont sur des rétentions suffisamment dimensionnées. Le magasin n'a pas fait l'objet du contrôle terrain.</p> <p>L'exploitant indique que les cuves enterrées de carburant sont à double-peau. Seule une cuve de fioul est externe au sein d'une rétention maçonnée. Celle-ci était remplie d'eau le jour de l'inspection ne permettant de jouer son rôle en cas de déversement.</p> <p>L'exploitant explique mener des rondes régulières et que cette rétention avait bien été identifiée. Il a manqué de vérifier la bonne exécution de la consigne.</p> <p>Le jour-même après l'inspection, l'exploitant a transmis des photographies justifiant de la vidange de cette rétention et indique que cette rétention sera couverte à court terme pour qu'elle ne puisse plus se remplir d'eau pluviale.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle terrain n'a pas conduit à identifier d'incompatibilité de produits.</p> <p>En revanche, une palette de 33x22kg d'acide périmé a été constatée dans le hangar. L'exploitant explique qu'il s'agit d'une erreur de commande et doit être évacué. La palette est bien sur une rétention séparée des produits alcalins.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier de l'évacuation de ces déchets vers une filière adaptée sous 15 jours.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'état des stocks n'est pas disponible facilement. Il repose sur l'historique des commandes et la connaissance des différents responsables d'activité, et n'a pu être établi le jour de l'inspection. Par exemple, sur la base des données partagées relatives aux produits chimiques, il n'était pas possible de savoir quel liquide de refroidissement était en stock et utilisé actuellement. Plusieurs références qui ne sont plus utilisées sont présentes dans les dossiers. En revanche, l'exploitant contrôle le hangar via un réseau de vidéosurveillance ce qui lui permet de visionner les produits en stock.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de formaliser un état des stocks par un processus d'édition proportionné au rythme de consommation des produits.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois